

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**WT/ACC/HRV/7**

1er avril 1996

(96-1169)

Original: anglais

## ACCESSION DE LA CROATIE

### Questions et réponses additionnelles concernant l'Aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur (L/7466)

Le Secrétariat a reçu de la République de Croatie les questions et réponses additionnelles concernant l'Aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur reproduites ci-après.

## TABLE DES MATIERES

<u>Section</u>	<u>Page</u>	<u>Question</u>
Politiques économiques	2	1-5
Opérations de compensation avec des pays étrangers	3	6-9
Mesures non tarifaires appliquées aux importations et aux exportations	5	10-11
Services liés aux opérations de commerce extérieur	6	12-15
Mesures de lutte contre les pratiques commerciales déloyales	8	16-17
Evolution du régime douanier	9	18-23
Réglementation des exportations	10	24-27
Normes et certification	11	28
Droits de propriété industrielle et aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC)	12	29
Politique agricole	13	30
Régime de subventions à la production agricole	13	31
Régime de prix garantis	14	32
Prélèvements spéciaux sur les importations de produits agricoles et alimentaires	14	33-34
Investissements étrangers	15	35-36
Stocks publics de produits de base	15	37-38
Entreprises d'Etat ou entreprises contrôlées par l'Etat	16	39-41

## **Politiques économiques**

### **Question 1**

**La Croatie envisage-t-elle une consolidation à des taux plafonds de l'ensemble de son tarif douanier et à quel niveau, ou est-elle disposée à consolider les taux de droits appliqués actuellement position par position?**

#### **Réponse**

La République de Croatie prépare actuellement une nouvelle loi douanière dans laquelle la nomenclature sera adaptée aux conditions du SH.

Une fois ces ajustements opérés, le projet de loi vise à supprimer toutes les mesures non tarifaires en vigueur actuellement en les transformant en droits de douane.

Comme ce projet n'en est qu'au début de la procédure parlementaire, la République de Croatie étudie actuellement différentes possibilités en ce qui concerne sa liste de concessions pour les négociations bilatérales du GATT de 1994.

### **Question 2**

**Où en est actuellement la législation mentionnée dans le document WT/ACC/HRV/4 (quels modifications ou ajustements y ont été apportés récemment ou y seront apportés prochainement)?**

#### **Réponse**

La République de Croatie a présenté le 21 mars 1996 au Secrétariat de l'OMC la "Note complétant l'Aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur de la République de Croatie", ainsi que plusieurs annexes indiquant les changements apportés à la législation mentionnée dans le document WT/ACC/HRV/4.

### **Question 3**

**Quand la Croatie compte-t-elle communiquer son tarif douanier, sa loi sur le droit d'auteur, sa loi sur la propriété industrielle et sa loi sur la protection des configurations de circuits intégrés?**

#### **Réponse**

Pour le tarif douanier, prière de se reporter à la réponse à la question 1.

Dans le cadre des activités législatives menées par le gouvernement de la République de Croatie en 1996, les travaux relatifs à la nouvelle législation sur la propriété intellectuelle ont été entamés, et les solutions actuelles, qui en fait découlent de l'adoption des lois de l'ex-Yougoslavie en vigueur à la fin de 1991, seront remplacées. Dans le même domaine, la nouvelle législation sur les brevets est en cours d'élaboration. Le projet de loi sur les brevets est actuellement examiné par le groupe de travail gouvernemental créé à cette fin.

Parallèlement, les travaux concernant la nouvelle loi sur les marques et la nouvelle loi sur les dessins et modèles industriels se poursuivent. La présentation de ces trois lois au Parlement est prévue pour le second semestre de l'année, et leur adoption devrait avoir lieu d'ici à la fin de 1996.

Les travaux concernant la loi sur le droit d'auteur et la loi sur la protection des configurations de circuits intégrés doivent commencer au début de 1997.

#### **Question 4**

**Où en sont la restructuration des grandes entreprises du secteur public et les opérations de privatisation et de dénationalisation en Croatie?**

#### **Réponse**

La Loi sur les privatisations contient une disposition relative à la privatisation du secteur public. Aux termes du paragraphe 3 de l'article 13, le gouvernement de la République de Croatie décide de privatiser les entreprises publiques et les sociétés par actions qui appartiennent à l'Etat, sur proposition du Ministère des privatisations et de la gestion du patrimoine de l'Etat et avec l'avis du ministère compétent. Cette loi stipule aussi que la privatisation des plus grosses entreprises (INA-Compagnie pétrolière croate, HEP-Compagnie d'électricité croate, HPT-Compagnie croate des postes et télécommunications, HRT-Radio et télévision croates, HŽ-Chemins de fer croates, Hrvatske Ceste-Routes croates et Hrvatske Šume-Forêts croates (bois d'oeuvre)) doit être approuvée par le Parlement.

La loi sur les dénationalisations n'a pas encore été rédigée, mais elle pourrait l'être d'ici à la fin de 1996.

Selon l'actuel projet de loi sur l'indemnisation des expropriés, la restitution peut se faire par les moyens suivants:

- Restitution "en nature" (terres agricoles, parcelles destinées à la construction, forêts, locaux professionnels);
- Parts d'un montant équivalent réservées dans le Fonds national de privatisation (pour le secteur industriel);
- Création d'un Fonds national d'indemnisation pour rembourser les avoirs qui ont changé de nature ou de destination et qu'il n'est pas possible de restituer.

#### **Question 5**

**La Croatie souhaite-t-elle recourir à l'Article XVIII du GATT de 1994? A quel titre? La République de Slovénie souhaiterait avoir des précisions à ce sujet.**

#### **Réponse**

Pour la réponse à cette question, prière de se reporter au document WT/ACC/HRV/4 du 29 août 1995 (Appendice 1).

#### **Opérations de compensation avec des pays étrangers**

#### **Question 6**

**Le but et la nécessité de maintenir le commerce de compensation dans une économie de marché ne sont pas clairs. La Croatie compte-t-elle autoriser les sociétés à décider de la forme de commerce qu'elles souhaitent pratiquer?**

Réponse

La nouvelle Loi sur le commerce, qui fixe, entre autres choses, les conditions du commerce avec les pays étrangers, maintient un certain degré de contrôle sur les opérations de compensation. Selon cette loi, les sociétés croates peuvent procéder à des opérations de compensation avec des pays étrangers si elles y sont autorisées par le Ministère des affaires économiques. Priorité sera donnée aux sociétés qui compensent leurs exportations par l'importation de matériel, de matières premières et de produits intermédiaires destinés à la production pour l'exportation, ou aux sociétés qui importent des marchandises non produites en Croatie ou produites en quantité insuffisante pour répondre aux besoins du marché croate. De même, une opération de compensation sera approuvée si elle comporte des exportations qui ne peuvent être compensées par d'autres moyens.

La libéralisation complète des opérations de compensation aura sans doute lieu lorsque le marché intérieur et l'ensemble de l'économie croate seront stabilisés et consolidés, et lorsque la même évolution se produira dans les pays avec lesquels la Croatie effectue le plus d'opérations de compensation, c'est-à-dire les pays issus de la dissolution de l'ex-Yougoslavie (Bosnie-Herzégovine, ex-République yougoslave de Macédoine et Slovénie). Dans les conditions actuelles où la monnaie nationale est stable et convertible, la procédure d'approbation des opérations de compensation avec les pays étrangers a été considérablement simplifiée; elle consiste à déclarer ces opérations au Ministère des affaires économiques. Cela signifie que les sociétés sont libres de conclure des contrats de compensation, c'est-à-dire de décider de leurs méthodes de commerce avec les pays étrangers.

Question 7

**Veuillez préciser le nombre de contrats qui ont été approuvés en 1995. Quelles sont les marchandises qui font l'objet de ces contrats et quelle a été la valeur totale du commerce de compensation de la Croatie en 1995?**

Réponse

En 1995, le Ministère de l'économie a enregistré 930 contrats de compensation, dont la valeur oscillait entre 1 000 ou 2 000 dollars EU à 20 millions de dollars EU. Aucun refus n'a été opposé à la conclusion d'un contrat de compensation ou à une demande d'autorisation concernant une opération de compensation. Les contrats de compensation ont porté sur toutes sortes de marchandises: pièces détachées automobiles, accessoires électriques, appareils et machines électriques, électricité, pétrole brut, produits en PVC, emballages en carton, feuilles métalliques, câbles, produits de l'industrie textile, aliments pour animaux, bois d'oeuvre, détergents, etc. En raison de la très vive concurrence qui réduit les possibilités d'écoulement de certaines marchandises sur le marché croate et rend notamment difficile l'encaissement des sommes à recevoir en échange des marchandises vendues, les sociétés croates ont préféré toucher leurs recettes d'exportation en devises. En conséquence, l'intérêt pour les opérations de compensation a diminué et la part de ces opérations dans le commerce extérieur a régressé. En 1995, la valeur totale du commerce de compensation de la Croatie a été de 630 millions de dollars EU, soit 5 pour cent du volume total des échanges.

Question 8

**Les importations basées sur des accords de réexportation remplissent-elles les conditions requises pour bénéficier de droits de douane réduits?**

Réponse

Les opérations de réexportation ne sont pas soumises au paiement de droits. Toutefois, pour permettre la mise sous douane, les marchandises importées à cette fin doivent être déclarées au bureau de douane compétent selon les principes de l'admission temporaire, et les autorités douanières doivent veiller à ce que ces marchandises quittent le pays dans le délai prévu par le contrat.

**Question 9**

**Quel est le rôle des accords de coopération à long terme dans le secteur de la production et quels avantages y a-t-il à les maintenir dans le régime de commerce extérieur de la Croatie?**

Réponse

Le commerce extérieur de la Croatie est régi par la nouvelle Loi sur le commerce, entrée en vigueur le 17 février 1996, qui ne réglemente pas spécifiquement les opérations dites de coopération à long terme dans le secteur de la production. Ces opérations ont été alignées sur les autres opérations d'exportation et d'importation, et les parties contractantes sont libres d'en fixer les conditions. Comme le Ministère des affaires économiques n'exerce plus de contrôle en la matière, ce sont les sociétés elles-mêmes qui décident si ces opérations les intéressent et qui en prennent la responsabilité.

**Mesures non tarifaires appliquées aux importations et aux exportations**

**Question 10**

**Quelles sont les dispositions législatives spécifiques qui autorisent le recours à des mesures de sauvegarde spéciales, et ces dispositions énoncent-elles les conditions requises pour appliquer de telles mesures?**

Réponse

La Loi sur le commerce établit le fondement juridique des mesures de sauvegarde applicables aux importations et aux exportations. Il s'agit des mesures de protection de la production nationale contre des importations excessives (article 38), des mesures antidumping (article 48) et des droits compensateurs (article 50).

**Question 11**

**La République de Slovénie souhaiterait avoir une description précise de toutes les mesures et procédures non tarifaires qui limitent l'accès des marchandises étrangères au marché croate, telles que les droits exclusifs d'importation et l'exclusion des étrangers au niveau des procédures et des réglementations analogues dans le domaine des exportations.**

Réponse

Selon la Loi sur le commerce, les mesures non tarifaires de base qui limitent l'importation de certaines marchandises sur le marché croate sont le contingentement (limites quantitatives) et les licences (d'importation et d'exportation).

Les licences sont faites pour garantir le respect des accords internationaux, assurer la sécurité de l'Etat, protéger la vie et la santé de la population, de la faune et de la flore, protéger l'environnement,

empêcher les atteintes aux bonnes moeurs, et contrôler l'importation des oeuvres d'art et des métaux précieux.

Des contingents peuvent être établis pour éviter des difficultés de balance des paiements et protéger les "industries naissantes", ainsi qu'à titre de sauvegarde.

Dans le cas des exportations, des contingents peuvent être fixés pour protéger les ressources non renouvelables de la République de Croatie.

Les marchandises importées sur le territoire douanier de la République de Croatie sont en outre assujetties à un droit spécial de 10 pour cent de la base tarifaire. Des droits de protection sont perçus à l'importation de certains produits agricoles et alimentaires; leurs taux sont fixés séparément.

A part les mesures non tarifaires précitées, il n'existe aucune mesure ni procédure empêchant des marchandises ou des sociétés étrangères d'accéder au marché croate. En République de Croatie, toute personne inscrite au registre du commerce pour des activités commerciales peut effectuer des opérations d'importation et d'exportation, que les fondateurs de la société soient des personnes physiques ou morales étrangères ou croates. De plus, à l'exception des armes et du matériel militaire, l'éventail des marchandises échangées n'est soumis à aucune limite.

### **Services liés aux opérations de commerce extérieur**

#### **Question 12**

**Quelles sont précisément les mesures prévues pour encourager les entreprises à exporter des services?**

#### **Réponse**

La Loi sur le commerce ne prévoit aucune incitation à l'exportation ni ristourne des droits de douane et autres taxes à l'importation pour encourager les exportations de biens et de services. La seule exception est celle du tourisme. En 1996, le gouvernement affectera un crédit d'environ 60 millions de kuna (environ 11,1 millions de dollars EU) à la promotion du tourisme en Croatie sur le marché international (foires, catalogues, études, etc.). De plus, en raison du manque à gagner subi par le tourisme et des problèmes de transport et autres difficultés dues à la guerre en Dalmatie (principale destination touristique avant la guerre), le gouvernement subventionne en partie les transports aériens entre Zagreb et Dubrovnik; en 1996, il consacrera un crédit de 5 millions de kuna (25 000 dollars EU) à cette fin.

#### **Question 13**

**Comment la Croatie assurera-t-elle l'accès des services étrangers à son marché pour ce qui est de la fourniture transfrontières et dans quels secteurs? Quels sont les secteurs de services actuellement exclus de la concurrence étrangère?**

#### **Réponse**

La République de Croatie accepte sans réserve les règles et principes de l'AGCS en vue d'encourager le commerce international des services dans des conditions de transparence et de libéralisation progressive. Elle est en outre foncièrement attachée aux règles qui empêchent les mesures discriminatoires et les restrictions touchant l'accès au marché et le traitement national dans tous les aspects de la fourniture de services. Nous tenons à souligner que nous sommes tout à fait disposés

à engager des négociations bilatérales sur les obligations concernant la fourniture des services qui intéressent les parties contractantes de l'OMC. Pour l'instant, la Croatie n'a pas de législation systématique sur la prestation de certains services. Les négociations bilatérales relatives à ces services doivent donc être reportées jusqu'à l'adoption de nouvelles lois. La majeure partie des projets de loi concernant le secteur des services sont en cours d'élaboration. L'accent est mis en particulier sur l'adoption d'une approche plus libérale du commerce international des services par rapport au régime juridique antérieur.

Nous sommes prêts à engager des négociations bilatérales concernant l'octroi de concessions pour les secteurs suivants: I. Services fournis aux entreprises (1. Services professionnels: services d'architecture; services d'ingénierie; services intégrés d'ingénierie; services d'aménagement urbain et d'architecture paysagère; et services vétérinaires; 2. Services informatiques et services connexes; 6. Autres services fournis aux entreprises: services de publicité; services d'études de marché et sondages; services de conseil en gestion; services connexes aux services de consultation en matière de gestion; services annexes à l'agriculture, à la chasse et à la sylviculture; services annexes à la pêche; services connexes de consultations scientifiques et techniques; services de maintenance et de réparation de matériel; services de nettoyage de bâtiments; services d'emballage; services de congrès et autres services de traduction; et services d'aménagement intérieur); III. Services de construction et services d'ingénierie connexes; IV. Services de distribution; V. Services d'éducation; VI. Services concernant l'environnement; et IX. Services relatifs au tourisme et aux voyages. Pour l'instant, nous ne sommes pas en mesure de remplir toutes les obligations requises concernant les secteurs suivants: I. Services fournis aux entreprises (1. Services professionnels: services comptables, d'audit et de tenue de livres; services de conseil fiscal; services juridiques; services médicaux et dentaires; services des accoucheuses, infirmières et physiothérapeutes et du personnel paramédical; 3. Services de recherche-développement; 4. Services immobiliers; 5. Services de crédit-bail ou de location sans opérateurs; et 6. Autres services fournis aux entreprises: services d'essais et d'analyses techniques; services annexes aux industries extractives; services annexes aux industries manufacturières; services annexes à la distribution d'énergie; services de placement et de fourniture de personnel; services d'enquêtes et sécurité; services photographiques; et services d'impression et de publication); II. Services de communication; VII. Services financiers; VIII. Services de santé et services sociaux; X. Services récréatifs, culturels et sportifs; et XI. Services de transports.

#### **Question 14**

**Quelle est la raison d'être des procédures de déclaration dans le domaine des services?**

#### **Réponse**

Les sociétés étrangères et les représentants exclusifs étrangers (particuliers) qui souhaitent exercer des activités commerciales en République de Croatie, y compris la prestation de services, doivent créer une filiale ou une société par actions, à condition qu'il s'agisse d'une activité à long terme (Loi sur les sociétés). Si une entreprise n'est pas considérée comme opérant à long terme, du point de vue de sa valeur et de sa durée, aucune déclaration n'est requise. Avant le 17 février 1996, un étranger qui exécutait des travaux de construction en République de Croatie était tenu de le déclarer au Ministère de l'économie. Cette obligation a été supprimée par la Loi sur le commerce. En outre, conformément au principe du traitement national, les dispositions précitées s'appliquent de la même façon aux étrangers et aux nationaux.

#### **Question 15**

**La Croatie voudrait-elle préciser les conditions légales et administratives en vigueur pour les opérateurs étrangers sur le marché croate?**

Réponse

Les opérateurs étrangers sur le marché croate n'ont pas d'autres obligations légales ou administratives à remplir que celles qui sont imposées aux opérateurs nationaux.

**Mesures de lutte contre les pratiques commerciales déloyales**

**Question 16**

**Les "limites géographiques" de l'Office de protection de la concurrence reviennent en fait à autoriser les cartels d'exportation. Comment la Croatie compte-t-elle assurer une concurrence loyale dans le domaine des exportations?**

Réponse

La disposition pertinente de la Loi sur la concurrence, adoptée entre-temps par le Parlement croate, est le paragraphe 2) de l'article 4. Elle régit l'application territoriale de la loi et limite sa portée aux effets anticoncurrentiels sur le marché intérieur. Dans ce domaine, la loi croate a adopté les solutions juridiques du droit de la Communauté européenne et des lois allemande et britannique, et non celle des Etats-Unis.

Toutefois, le droit croate ne contient aucune disposition sur les cartels d'exportation qui soit comparable à la loi allemande (article 6, Ausfuhrkartelle, approuvant explicitement cette pratique). Nous reconnaissons qu'en pratique, cela peut revenir à autoriser les cartels. A ce premier stade de l'application de la législation croate sur la concurrence, nous estimons qu'il faut protéger en priorité la concurrence sur le marché intérieur et qu'il serait irréaliste de considérer que l'Office a les moyens d'étendre cette application au-delà des frontières nationales.

C'est en encourageant et en faisant appliquer la concurrence loyale sur le marché intérieur que nous comptons assurer la concurrence loyale à l'exportation. En outre, la Loi sur la concurrence prévoit explicitement la suppression de l'exemption de cette pratique si les accords internationaux signés par la République de Croatie contiennent des dispositions contraires (article 4 de la Loi sur la concurrence).

**Question 17**

**L'Office de protection de la concurrence a-t-il été créé? Quel sera son rôle principal dans l'économie croate? Comment fonctionnera-t-il?**

Réponse

L'Office de protection de la concurrence a été créé. Le gouvernement a nommé les membres du Conseil, qui est l'organe de l'Office chargé de se prononcer sur toutes les affaires. Le Conseil a déjà tenu plusieurs sessions.

Le rôle de l'Office dans l'économie croate est le rôle habituel des organes chargés de veiller à l'application des lois, et ses compétences sont fixées par la Loi (article 29). Sachant que les règles énoncées dans la législation sur la concurrence et la portée économique de cette législation sont entièrement nouvelles en Croatie, le rôle de l'Office consistera à promouvoir, expliquer et faire connaître la législation et la politique en matière de concurrence ainsi que tous ses avantages potentiels.



## **Evolution du régime douanier**

### **Question 18**

**La Croatie compte-t-elle abolir la taxe d'enregistrement douanier?**

#### **Réponse**

Nous avons déjà répondu à cette question (réponse à la question 37 du document WT/ACC/HRV/4 du 29 août 1995).

### **Question 19**

**En ce qui concerne les mesures spéciales de protection douanière et les droits de douane saisonniers, que la Croatie affirme n'avoir jamais appliqués, la Croatie envisage-t-elle d'abolir ces mesures du fait qu'elles font double emploi?**

#### **Réponse**

Les mesures précitées ont ceci en commun qu'elles ne peuvent être appliquées qu'à titre strictement temporaire et si le gouvernement de la République de Croatie, la Chambre de commerce et les autres organes compétents jugent, à l'issue de consultations, que les critères correspondants sont remplis.

L'application de ces mesures est non discriminatoire et elles sont compatibles avec les dispositions du GATT.

### **Question 20**

**Quels sont les produits qui pourraient être soumis aux droits de douane saisonniers en 1996?**

#### **Réponse**

Les droits de douane saisonniers portent sur tous les produits agricoles, c'est-à-dire ceux des chapitres suivants du SH: 1, 2, 4, 7, 8, 10, 11, 12, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 22, 23 et 24.

### **Question 21**

**A quelles positions s'appliquent les droits d'exportation en 1996 et quels en sont les taux?**

#### **Réponse:**

Les droits d'exportation s'appliquent en 1996 aux produits relevant des positions suivantes du SH:

<u>Position</u>	<u>Taux</u>
26.20	20%
44.01	5%
44.03	5-20%
44.07	2-5%
72.04	20%
76.02	20%
78.02	20%

**Question 22**

**Dans quelle mesure les rabais de droits de douane ont-ils été autorisés en 1995? Le gouvernement croate voudrait-il indiquer les cas où l'importation de matériel industriel ou autre en franchise de droits a été autorisée?**

**Réponse**

La réponse à la première partie de cette question figure dans la réponse à la question 17 du document WT/ACC/HRV/4 du 29 août 1995.

L'importation de matériel industriel ou autre en franchise de droits n'est possible qu'en cas d'investissement étranger dans une société en Croatie, conformément à l'article 29 de la Loi douanière (voir Appendice 10).

**Question 23**

**Quel est l'objet de l'examen actuel de la Loi sur le tarif douanier et quels pourraient en être les résultats?**

**Réponse**

L'examen actuel de la Loi sur le tarif douanier a pour objet d'adapter la nomenclature aux derniers ajouts et modifications de la Convention internationale sur le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises, qui est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1996, et de réduire le nombre des instruments concernant l'importation afin de les inclure dans le tarif douanier (tarifications) sous la forme d'un droit de douane de base. Par conséquent, le système des restrictions à l'importation deviendra plus transparent, et le montant du droit de douane de base correspondra aux besoins actuels de l'économie croate.

**Question 23A**

**Les droits de douane appliqués par la Croatie sont-ils liés d'une façon quelconque à l'origine des marchandises?**

**Réponse**

Les droits de douane appliqués par la République de Croatie ne sont en aucune façon liés à l'origine des marchandises.

La République de Croatie appliquera des droits préférentiels aux marchandises provenant de la République et Fédération de Bosnie-Herzégovine lorsque l'Accord de coopération économique bilatéral, qui est un accord de libre-échange, sera entré en vigueur.

**Réglementation des exportations**

**Question 24**

**La République de Slovénie souhaiterait avoir une réponse précise au sujet des encouragements à l'exportation qui sont en vigueur ou prévus; quelle forme ont-ils ou auraient-ils, et qui y aurait droit?**

Réponse

La République de Croatie n'offre aucune subvention (encouragement) à l'exportation; de plus, la Loi sur le commerce qui vient d'être adoptée ne prévoit pas cette possibilité.

**Question 25**

**Veillez donner la liste des produits contingentés en 1996 et préciser les droits qui leur sont applicables.**

Réponse

Vous trouverez ci-joint la liste des produits contingentés en 1996 et les droits de douane qui leur sont appliqués.

**Question 26**

**Des licences d'exportation sont exigées pour 90 positions tarifaires; veuillez indiquer ces positions.**

Réponse:

Vous trouverez ci-joint la liste des produits pour lesquels une licence d'importation ou d'exportation est requise. Comme la réglementation sur les licences a subi quelques modifications depuis, la liste des licences d'exportation pour 1996 contient 96 positions.

**Question 27**

**Veillez indiquer les positions tarifaires pour lesquelles des licences d'importation sont exigées.**

Réponse

Les positions tarifaires pour lesquelles des licences d'importation sont exigées figurent dans la liste des licences d'importation et d'exportation. Veuillez donc vous reporter à l'appendice mentionné dans la réponse à la question 26.

**Normes et certification**

**Question 28**

**La Croatie réglemente les procédures de certification obligatoires et les prescriptions restrictives d'essai des produits techniques, sur lesquelles repose l'octroi de droits d'importation exclusifs aux nationaux qui remplissent les conditions requises. Les règlements techniques, conjugués à l'application obligatoire de normes, constituent un véritable obstacle au commerce. La République de Slovénie souhaiterait que la Croatie fasse un exposé complet sur le respect des dispositions de l'Accord relatif aux obstacles techniques au commerce.**

Réponse

La Loi sur la normalisation est l'une des anciennes lois fédérales que la République de Croatie a incluses dans sa législation en 1991. Environ 400 réglementations et 1 200 normes ont ainsi été

reprises; 85 pour cent de ces normes sont obligatoires. Il y a environ 55 réglementations techniques sur la certification et les essais obligatoires de divers produits à des fins de sécurité, de protection de la vie et de la santé, de protection de l'environnement et de protection du consommateur.

Les procédures d'évaluation de la conformité sont effectuées par des laboratoires d'essai et des organismes de certification (organismes compétents) agréés par l'Office national de normalisation et de métrologie.

Le même traitement s'applique aux produits d'origine nationale ou étrangère.

La République de Croatie peut donner, sur demande, des informations complètes sur les règlements techniques, les normes adoptées, les laboratoires agréés et les organismes de certification (organismes compétents) chargés des procédures d'évaluation de la conformité aux termes de la Loi sur la normalisation.

La République de Croatie est prête à fournir, sur demande, la justification de tout règlement technique et à engager des négociations en vue de la reconnaissance mutuelle des essais et de la certification. Un processus de négociation avec l'Urad za standardizaciju in meroslovje de Ljubljana (Slovénie) a d'ailleurs débuté en janvier 1996.

La nouvelle Loi sur la normalisation sera en principe adoptée par le Parlement en juin 1996. Elle constituera le cadre juridique d'un nouveau système de normes et de procédures d'évaluation de la conformité, qui sera en accord avec le système international. Les principales dispositions du projet de loi sur la normalisation sont les suivantes:

- les normes croates reprendront essentiellement les normes internationales (ISO, CEI), les normes régionales (EN) et les normes des pays développés (**seulement** en l'absence de normes internationales ou régionales applicables);
- les règlements techniques concernant les prescriptions relatives aux produits seront établis en termes de caractéristiques de performance;
- la conformité sera en accord avec le système international pour ce qui concerne l'accrément, les essais, la certification, etc.;
- le même traitement s'appliquera aux produits d'origine étrangère ou nationale;
- l'accent sera mis sur la sécurité, la santé, l'environnement et la protection du consommateur.

Il faudra un certain temps pour mettre en place le nouveau système de normes et d'évaluation de la conformité. La République de Croatie souhaiterait donc recevoir dès que possible une assistance technique pour l'harmonisation des normes, des règlements techniques et des règlements relatifs à l'évaluation de la conformité.

#### **Droits de propriété industrielle et aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC)**

#### **Question 29**

**Sachant que les procédures juridiques civiles ne constituent pas un moyen efficace de décourager les atteintes aux droits de propriété intellectuelle et ne peuvent pas non plus remplacer**

**les mesures d'exécution proprement dites, quelle mesure précise la Croatie envisage-t-elle pour assurer le respect des obligations qui découlent de l'Accord sur les ADPIC?**

Réponse

Nous estimons que la législation concernant la propriété intellectuelle en vigueur constitue un cadre fondamental de protection efficace et suffisante de la propriété intellectuelle en République de Croatie. La situation à cet égard est donc analogue à celle des autres pays. Mais, en accédant à l'Accord sur les ADPIC, la Croatie procédera à certaines rectifications, c'est-à-dire à des modifications touchant les lois concernées. Veuillez noter que la législation actuelle contient des réglementations relatives à la protection de la propriété intellectuelle au civil, au pénal et en droit administratif.

Nous sommes en mesure de vous informer que la nouvelle Loi en matière d'exécution et de garantie, qui accélérera et simplifiera la procédure d'exécution obligatoire et de garantie des créances en cours, essentiellement en étendant les moyens d'exécution et de garantie, est en cours d'élaboration. Elle permettra d'éviter les actions judiciaires, qui prennent actuellement beaucoup de temps. Elle prévoit des mesures obligatoires applicables dans le cadre d'une procédure exécutoire (amende, possibilité de transformer une amende en peine d'emprisonnement, décision d'emprisonnement et, dans certains cas, possibilité d'arrestation).

**Politique agricole**

**Question 30**

**Veuillez indiquer, par numéro du SH, les produits agricoles dont l'importation est interdite.**

Réponse

Conformément aux réglementations sur le régime de commerce extérieur, aucune importation de produit agricole ou alimentaire n'est interdite en République de Croatie.

Certaines restrictions s'appliquent uniquement à l'importation de stupéfiants et de produits qui peuvent être utilisés comme tels (par exemple le pavot, l'opium, ses extraits et les substances similaires) et dont l'importation requiert une licence du Ministère de la santé.

**Régime de subventions à la production agricole**

**Question 31**

**Quelles subventions spécifiques la Croatie applique-t-elle dans le domaine agricole? Veuillez décrire intégralement le programme de subventions.**

Réponse

Les incitations financières et les subventions à l'agriculture sont réglementées par la Loi sur les incitations financières et les subventions dans les domaines de l'agriculture et de la pêche (Journal officiel n° 29/94 et 9/95) et par la Réglementation sur les dispositions modifiant et complétant cette loi (Journal officielle n° 15/96).

Dans le budget de l'Etat pour 1996, les crédits inscrits au titre des incitations financières et des subventions s'élèvent à 510 millions de kuna.

**Régime de prix garantis****Question 32**

**Veillez indiquer, par numéro du SH, les produits dont le prix d'achat est garanti.**

**Réponse**

En vertu du paragraphe 8 de la Loi sur le contrôle public des prix (Journal officiel n° 27/85, 53/90 et 26/93), le gouvernement de la République de Croatie a décrété des prix garantis pour les produits agricoles suivants en 1995:

Blé	0,90 kuna le kg
Betterave à sucre	0,22 kuna le kg
Tournesol	1,80 kuna le kg
Soja	1,80 kuna le kg
Colza	1,70 kuna le kg
Feuilles de tabac	7,44 kuna le kg

Aucun prix garanti n'a été fixé pour d'autres produits agricoles durant l'année 1995.

Pour 1996, le gouvernement de la République de Croatie n'a pas encore fixé de prix d'achat garantis. Il est probable qu'il y aura des prix garantis pour les mêmes produits qu'en 1995 et que le niveau de protection sera identique à celui de 1995.

**Prélèvements spéciaux sur les importations de produits agricoles et alimentaires****Question 33**

**Le prélèvement spécial sur les importations de produits agricoles décrit dans le document WT/ACC/HRV/3 est en fait un droit variable. La Croatie compte-t-elle le supprimer?**

**Réponse**

Le gouvernement de la République de Croatie compte supprimer le régime des prélèvements spéciaux. Dans le nouveau projet de loi sur le tarif douanier qui est actuellement devant le Parlement, les prélèvements spéciaux seront transformés en droits.

**Question 34**

**Des prélèvements spéciaux sont perçus sur 49 produits. Veillez les citer.**

**Réponse**

La liste des produits agricoles et alimentaires sur lesquels des prélèvements variables sont perçus figure ci-joint.

## **Investissements étrangers**

### **Question 35**

**Les réponses relatives à la création de succursales étrangères en Croatie ne sont pas claires. Quel est le statut juridique des succursales en Croatie? Pourquoi une succursale ou une filiale est-elle considérée comme un investissement étranger?**

#### **Réponse**

La notion juridique de succursale est expliquée en détail sous l'intitulé "Entités s'occupant de commerce extérieur", question de l'Union européenne n° 1 a).

Une succursale n'est pas considérée comme un investissement étranger mais la création d'une filiale est un investissement étranger.

Le statut juridique des succursales de sociétés étrangères en Croatie est le même que celui prévu par les autres lois nationales sur les succursales. Une succursale est un établissement local d'une entreprise étrangère. En conséquence, elle n'a pas d'existence (de personnalité) juridique distincte de la société mère ni de capital social distinct. Les questions relatives aux succursales sont régies par la Loi sur les sociétés, et les mêmes dispositions s'appliquent indifféremment aux succursales d'entreprises nationales et étrangères (articles 7 et 8). Une entreprise étrangère peut avoir des activités commerciales en Croatie en se contentant d'établir une succursale. Au sens de la Loi sur les sociétés, la notion d'"activité commerciale" s'entend d'une activité commerciale menée de façon indépendante, pour son propre compte et à ses propres risques, de façon régulière et dans l'intention de retirer un bénéfice de la production ou du commerce de biens et de services. Pour plus de précisions, prière de se reporter à la réponse détaillée faite à la question de l'Union européenne mentionnée précédemment.

### **Question 36**

**Dans ses réponses, la Croatie souligne en particulier le principe de réciprocité. Compte-t-elle adopter des politiques basées sur des règles et réduire au minimum les pouvoirs discrétionnaires de l'administration?**

#### **Réponse**

Le principe de réciprocité a été décrit dans les réponses dans la mesure où les questions s'y rapportaient et en fonction de son importance dans la Loi sur les sociétés. Au moment où la législation en question a été rédigée et adoptée, la Croatie ne faisait partie d'aucune organisation commerciale, union ou zone de libre-échange mondiale ni régionale. La réciprocité a été mise en place par anticipation, pour prévoir tous les engagements qui pourraient découler de l'accession de la Croatie dans les contextes institutionnels et contractuels respectifs.

La Croatie a déjà supprimé dans une large mesure les pouvoirs discrétionnaires de l'administration et compte aller plus loin avec l'adoption de politiques basées sur des règles dans sa législation commerciale lorsque celle-ci sera prête.

## **Stocks publics de produits de base**

### **Question 37**

**Quels sont les produits agricoles achetés à des "prix garantis"?**

Réponse

En général, quand la demande excède l'offre, l'Etat achète les produits agricoles suivants à des prix garantis:

- Blé
- Betterave à sucre
- Tournesol, soja et colza.

Mais en pratique, l'Etat n'a acheté l'an passé que du blé.

**Question 38**

**Veillez expliquer plus précisément le fonctionnement du système de réserves de produits de base par rapport aux excédents et aux pénuries.**

Réponse

Pour la réponse à cette question, prière de se reporter au document WT/ACC/HRV/3 du 29 août 1995 (question 129).

**Entreprises d'Etat ou entreprises contrôlées par l'Etat**

**Question 39**

**Quelle est la part des entreprises d'Etat ou des entreprises contrôlées par l'Etat dans le commerce extérieur croate?**

Réponse

Dans le cadre de la stratégie de privatisation appliquée par la République de Croatie, les grandes infrastructures et sociétés de services publics sont devenues propriété de l'Etat sous le nom d'entreprises publiques.

Comme ces entreprises publiques remplissaient des fonctions importantes pour l'administration générale de l'économie croate, l'Etat a dû assumer la responsabilité de leurs activités pour permettre aux autres sociétés de fonctionner et assurer des conditions de vie normales aux citoyens.

Il faut souligner que les entreprises publiques ont les mêmes droits et obligations que les autres sociétés et sont soumises à la même législation lorsqu'elles se livrent à des opérations de commerce extérieur. Elles ne bénéficient d'aucun droit ni privilège spécial ni d'aucun pouvoir statutaire ni constitutionnel pour l'exercice de leurs activités.

En outre, les entreprises publiques exportent ou importent des marchandises pour leurs propres besoins et aux mêmes conditions que les autres sociétés de la République de Croatie.

**Question 40**

**Quels sont les programmes de subventions actuellement en vigueur en Croatie? Veuillez indiquer les secteurs auxquels ces programmes s'appliquent et leur valeur en 1995 ainsi que les dépenses prévues pour 1996 et donner une description complète des programmes de soutien et de subventions à l'industrie.**



Réponse

A part les subventions agricoles mentionnées dans la réponse à la question 31, le gouvernement de la République de Croatie n'a aucun programme de subventions pour aucun secteur.

**Question 41**

**La Croatie envisage-t-elle de conclure des accords de libre-échange avec certains pays?**

Réponse

La République de Croatie, qui s'efforce de participer au processus mondial de libéralisation du commerce, cherche très activement à développer ses relations avec les groupements d'intégration régionale (Union européenne, ALEEC et AELE).

Nous jugeons très importante la coopération économique et commerciale avec les pays voisins d'Europe centrale et orientale; de ce fait, nous envisageons des accords bilatéraux de libre-échange avec certains de ces pays, notamment la République de Slovénie, et nous envisageons aussi d'adhérer à l'ALEEC.

A ce jour, la République de Croatie a conclu avec la République et Fédération de Bosnie-Herzégovine un accord de coopération économique qui a le caractère d'un accord de libre-échange au sens de l'article XXIV du GATT.